
ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et Droits de l'Homme
Numéro 121, Décembre 2019
Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

Nous tous, comme Janus, sommes impatients de commencer cette nouvelle décennie et de regarder en arrière les événements de cette année passée. Les voici pour chaque mois, dans leur ensemble, illustrant la diversité des problèmes relatifs aux droits de l'homme qui impliquent les archives. Meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Janvier. Des départements de la police américaine ont trouvé qu'il était trop cher de gérer et stocker les records des caméras corporelles que leurs officiers portent.

Février. Facebook emploie environ 15 000 personnes en tant que réviseurs de contenus afin de modérer les posts et détruire ceux contenant des messages de haine, les attaques violentes, la pornographie et autres images; la révision a des conséquences psychologiques pour les réviseurs.

Mars. La Cour Européenne des droits de l'homme, citant des documents du KGB, a rendu une décision historique selon laquelle les répressions soviétiques contre les partisans lituaniens peuvent être traitées comme un génocide. L'affaire est en appel.

Avril. Le président de la Commission tunisienne Vérité et Réconciliation qui a récemment conclu ses travaux, a déclaré vraiment regretter le manque cruel de documents fournis à la Commission par des archives de la police politique.

Mai. Au Guatemala, les Archives historiques de la Police Nationale (AHPN) sont sous la menace du Ministre de l'Intérieur; la situation s'est modérée depuis mai mais reste instable.

Juin. Le Programme non-gouvernemental juridique syrien de développement a publié "Les droits de l'Homme et la boîte à outils d'affaires pour la Syrie" pour aider les défenseurs des droits de l'Homme à identifier les problèmes relatifs aux droits de l'Homme liés aux affaires et aussi pour obliger "les auteurs d'atteintes aux droits de l'Homme liés aux entreprises à en rendre compte."

Juillet. Akevot, une ONG israélienne, a publié un rapport sur "Le mécanisme du Ministère de la Défense pour dissimuler les archives dans différents centres d'archives," incluant celles nécessaires pour la compréhension du déplacement des Palestiniens en 1948.

Août. La Haute Cour du Bangladesh a statué que "les femmes n'ont plus besoin de déclarer si elles sont vierges sur les certificats de mariage."

Septembre. Les études utilisant les records de l'histoire criminelle aux États-Unis et au Danemark ont découvert qu'un pourcentage significatif de délinquants qui ont donné un échantillon d'ADN lors de leur arrestation est moins susceptible de récidiver après leur libération.

Octobre. Une cour en Irlande du Nord a statué que les entrevues d'histoire orale des anciens membres de l'IRA au sujet d'événements lors des Troubles ne pourraient pas être utilisées comme preuves car à la fois l'intervieweur et l'interviewé avaient clairement un "parti pris."

Novembre. La recherche climatique utilisant l'imagerie satellitaire, les données de population Landsat, et l'intelligence artificielle ont découvert qu'en l'espace de plus de 3 décennies, la montée du niveau des mers pourrait inonder régulièrement les terres qui abritent actuellement 300 millions de personnes.

Décembre. Les records de l'école de médecine de l'Université du Cap a permis aux chercheurs de retrouver les descendants vivants de 9 des personnes San et Khoe dont les restes de squelettes vieux de plus de 100 ans étaient conservés. A la demande de ces familles, l'Université a facilité la recherche au sein des San et Khoe autochtones et rendra les restes aux familles.

Nouvelles Internationales.

Cour Criminelle Internationale. La Chambre préliminaire II a confirmé les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité portées contre Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona pour des actes commis pendant le conflit armé en République centrafricaine entre septembre 2013 et décembre 2014. Le tribunal a déclaré : “Afin d'assurer la protection des victimes et des témoins, la décision est confidentielle et une version expurgée de celui-ci sera publiée en temps voulu.” L'affaire va maintenant être jugée. https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=PR1506&utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=2603b5c1aa-related-news-rss&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffeffb9-2603b5c1aa-49700673

La chambre d'appel a confirmé la condamnation de Jean-Pierre Bemba à la cour de première instance pour falsification de témoin. *International Justice Monitor* a qualifié la décision d’“importante parce qu'elle considère des arguments nouveaux et inexplorés” sur la question de savoir si les États peuvent imposer “des sanctions pénales supplémentaires et des sanctions civiles aux personnes qui ont été condamnées par le CPI. ” La Cour constitutionnelle de la République Démocratique du Congo (RDC), où Bemba était auparavant vice-président, a estimé que Bemba n'était pas éligible pour exercer des fonctions publiques en raison de sa condamnation à la CPI, qui, selon Bemba, le punissait “deux fois pour la même conduite”. La Cour a déclaré que la RDC n'avait pas puni pénalement Bemba (comme l'a fait la CPI) mais ne lui a donné qu'une sanction civile, ce qu'elle était libre de faire. <https://www.ijmonitor.org/2019/12/the-bemba-et-al-case-can-states-impose-additional-punishments-upon-convicted-icc-defendants/>

Le Procureur a annoncé, “Il est raisonnable de croire que des crimes de guerre ont été ou sont commis en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. . et l'accusation a identifié des cas potentiels découlant de la situation qui seraient recevables. Le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire I de se prononcer sur la portée de la compétence territoriale de la Cour dans la situation en Palestine. Plus précisément, l'accusation demande la confirmation que le ‘territoire’ sur lequel la Cour peut exercer sa compétence . . comprend le territoire palestinien occupé, c'est-à-dire la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et Gaza. La demande du procureur de 112 pages comprend des notes de bas de page exhaustives. <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=20191220-otp-statement-palestine>; dépôt https://www.icc-cpi.int/CourtRecords/CR2019_07637.PDF

Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC). Le *Mail on Sunday* a rapporté qu'un “haut responsable” de l'OIAC “a exigé le “retrait de toutes les traces” d'un document qui savait les allégations selon lesquelles des bouteilles de gaz avaient été larguées des airs” sur des personnes à Douma, une banlieue de Damas tenue par les rebelles, en avril 2018. Le *Mail* a également rapporté qu'un “courriel divulgué— dont l'authenticité a depuis été vérifiée par l'OIAC — qui protestait contre le fait que le rapport intérimaire original des scientifiques” sur l'attaque présumée au gaz toxique “avait été censuré pour changer son sens ”. Ian Henderson, un inspecteur de l'OIAC qui a effectué une étude de l'incident, “a essayé d'inclure ses recherches dans le rapport final, mais lorsqu'il est devenu clair qu'il serait exclu, il en a déposé une copie dans un registre sécurisé, connu sous le nom d'Archives des documents du Registry”. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2019. https://www.dailymail.co.uk/news/article-7793253/PETER-HITCHENS-reveals-evidence-watchdog-suppressed-report-casting-doubt-Assad-gas-attack.html?ns_mchannel=rss&ico=taboola_feed

Nations Unies. Le Réseau mondial d'action juridique a déposé une plainte contre l'Italie auprès du Comité des droits de l'homme de l'ONU au nom d'une personne qui se trouvait à bord d'un “bateau de migrants en détresse” qui a été “repoussé” vers les côtes libyennes par un navire marchand panaméen, le Nivin, à qui le Centre italien de coordination des opérations de sauvetage maritime a donné instructions de le faire. La plainte a utilisé comme preuve un rapport compilé par *Forensic Oceanography* basé à Goldsmiths, Université de Londres, qui a combiné plusieurs sources pour reconstituer l'incident. La plainte indique que l'Italie et d'autres États “violent leurs obligations en vertu du droit international en utilisant des navires marchands privés comme instrument de refoulement” (le retour forcé des réfugiés dans un endroit où ils

risquent d'être persécutés).

https://c5e65ece-003b-4d73-aa76-854664da4e33.filesusr.com/ugd/14ee1a_2090952bd5694900a5fd19919170fbd5.pdf ; <https://www.fidh.org/IMG/pdf/fo-report.pdf>.

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié une déclaration mettant l'accent sur le changement climatique, dans laquelle il écrit que “parmi les nombreux défis en matière de droits de l'homme qui ont été métastasés au cours des deux premières décennies du XXI^e siècle, l'urgence climatique représente peut-être la menace la plus profonde pour les droits de l'homme que nous ayons connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Du droit à la vie, à la santé, à la nourriture, à l'eau et au logement, à nos droits d'être à l'abri de la discrimination, au développement et à l'autodétermination, ses impacts se font déjà sentir.”

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25403>

L'Assemblée générale a adopté une résolution déclarant une Décennie internationale des langues autochtones, qui débutera en 2022. <https://www.cbc.ca/news/indigenous/un-decade-indigenous-languages-1.5401443>

Dans *The Conversation*, deux chercheurs universitaires ont déclaré à l'été 2017 que leur équipe de recherche avait “enregistré des entretiens audio ” avec “environ 2 500 Haïtiens sur les expériences des femmes et des filles locales vivant dans des communautés qui ont accueilli des opérations de maintien de la paix. De ce nombre, 265 ont raconté des histoires mettant en scène des enfants engendrés par le personnel de l'ONU”. En 2017, un groupe d'avocats haïtiens a intenté des poursuites en matière de paternité au nom d'enfants qui auraient été engendrés par les Casques bleus de l'ONU, mais l'ONU a refusé de fournir des preuves en sa possession, comme le résultat de tests ADN qui sont essentiels pour les cas des mères, violant une ordonnance d'un tribunal haïtien à cet égard. Malheureusement, les chercheurs ont déclaré que leurs “travaux préliminaires en République démocratique du Congo suggèrent une situation comparable.” Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, décembre 2017. <https://theconversation.com/they-put-a-few-coins-in-your-hands-to-drop-a-baby-in-you-265-stories-of-haitian-children-abandoned-by-un-fathers-114854>

Nouvelles du monde/générales.

Records du monde des affaires. L'alliance des Enquêteurs pour les droits de l'Homme, 71 enquêteurs qui forment “une plateforme d'action collective pour un investissement responsable”, ont lancé une invitation à tous les investisseurs institutionnels pour signer “ Le cas des investisseurs pour une application raisonnable obligatoire en matière de droits de la personne”. La déclaration appelle tous les gouvernements à élaborer, mettre en œuvre et appliquer les exigences obligatoires en matière d'application raisonnable en matière de droits de la personne pour toutes les entreprises dont le siège social est situé ou qui exercent leurs activités dans leur propre juridiction ou, le cas échéant, à renforcer davantage ces régimes réglementaires là où ils existent déjà. Il s'agit d'une étape importante par les gens qui fournissent l'argent pour les entreprises, et lorsqu'il sera mis en œuvre, il faudra des rapports et des archives supplémentaires de la part des entreprises et du gouvernement. <https://investorsforhumanrights.org/sites/default/files/attachments/2019-12/The%20Investor%20Case%20for%20mHRDD%20-%20FINAL%20for%2011.25%20launch.pdf>

STAT a publié un long rapport sur la façon dont les contaminants provenant des usines de médicaments d'ordonnance polluent les cours d'eau. Comme test, ils ont utilisé la rivière Monongahela en aval de Morgantown, en Virginie-Occidentale (États-Unis), où six entreprises ont des installations de fabrication, y compris trois entreprises appartenant à des Américains, deux Israéliens, et un Anglais. Travaillant avec des enquêtes typologiques, les journalistes ont utilisé la Loi de la liberté d'accès à l'Information pour obtenir des records gouvernementaux relatifs aux usines de traitement de l'eau sur la rivière dont l'écoulement avait été échantillonné par le *United States Geological Survey* (USGS), “confirmé avec ces usines de traitement dont les compagnies pharmaceutiques avaient des permis de décharge les eaux usées”, a déterminé les médicaments fabriqués dans les usines “pour vérifier s'ils correspondaient aux médicaments détectés à des concentrations élevées dans les eaux usées”, ont cherché dans les “bases de données réglementaires” et ont interviewé d'anciens employés de la compagnie pharmaceutique. Ils ont signalé que l'USGS “a trouvé des drogues en aval des installations de fabrication à des niveaux des milliers de fois plus élevés que dans les rivières qui ne contiennent pas de déchets de fabrication, et à des concentrations qui mettent en danger la faune ”. Étant donné que les produits

pharmaceutiques “ne sont pas un polluant réglementé aux États-Unis”. Parce que les médicaments ne sont pas considérés comme polluants aux États-Unis, les entreprises pharmaceutiques ne violent pas les lois fédérales ou étatiques en polluant les voies navigables. https://www.statnews.com/2019/12/11/how-contaminants-from-prescription-drug-factories-pollute-waterways/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=8a7826ec96-Weekend_Reads_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-8a7826ec96-149736437

International Rights Advocates, une ONG basée aux États-Unis, a déposé une plainte collective auprès de la Cour fédérale américaine pour le district de Columbia contre Apple, Alphabet (Google), Dell, Microsoft, and Tesla pour “aider et encourager les abus extrêmes des enfants travaillant dans les mines de cobalt en République démocratique du Congo”. La plainte indique que “l'équipe de recherche des demandeurs en 2017-2019 a facilement observé, interviewé et photographié des enfants effectuant des travaux dangereux d'extraction du cobalt dans des conditions horribles. De plus, ils ont interviewé et photographié un défilé d'enfants mutilés par des accidents miniers de cobalt dans des mines appartenant, exploitées et/ou contrôlées par les fournisseurs. Certaines des photographies sont incluses dans la plainte. <http://iradvocates.org/sites/iradvocates.org/files/stamped%20-Complaint.pdf>; <https://www.theguardian.com/global-development/commentisfree/2019/dec/16/i-saw-the-unbearable-grief-inflicted-on-families-by-cobalt-mining-i-pray-for-change>

L'Enquête sur les armes légères (*The Small Arms Survey*), une ONG basée à Genève, en Suisse, a indiqué dans sa mise à jour de 2019 que le commerce mondial des armes légères s'élevait à 6,5 milliards de dollars américains en 2016, en hausse de 13 % par rapport à 2015 et à son niveau le plus élevé depuis le début de l'enquête en 2001. Les données utilisées proviennent de la base de données Comtrade des Nations Unies; l'enquête “donne aux pays près de deux années civiles complètes pour faire et réviser leur . . . soumissions” avant d'analyser le commerce. La Suisse a été identifiée comme l'exportateur d'armes légères le plus transparent et la Corée du Nord et l'Iran comme le moins transparent. Le rapport s'est particulièrement concentré sur l'Asie du Sud-Est, où “les importations d'armes légères autorisées [...] valaient 443 millions de dollars américains en 2016, soit une augmentation de 48 % par rapport à 2015”. Le plus grand importateur de la région était l'Indonésie; elle a représenté 62 % des importations de la région depuis 2014. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SAS-Trade-Update-2019.pdf>

Archives ecclésiastiques. Le Vatican a annoncé qu'il a aboli les règles du secret dans les cas d'abus sexuels, autorisant effectivement l'Église catholique à partager les documents et l'information avec les autorités civiles, et autoriser les victimes à être informées du statut relatif à leurs cas, a rapporté *CNN*. Le pape François a également “élargi la définition de l'Église de la pornographie juvénile, en relevant la limite d'âge sur qui est considéré comme un enfant de 14 à 18 ans. . . [ce qui] signifiera que la possession de pornographie d'enfants de moins de 18 ans est un crime en vertu des lois du Vatican”. <https://www.cnn.com/2019/12/17/europe/pope-vatican-secrecy-rules-intl/index.html>

La Légion du Christ, un ordre religieux catholique fondé au Mexique, a publié des statistiques d'une “enquête interne” qui “a identifié 33 prêtres et 71 séminaristes qui ont abusé sexuellement de mineurs au cours des huit dernières décennies”, a rapporté *l'Associated Press*. La Légion a déclaré qu'il y avait 175 victimes de prêtres, mais n'a fourni aucun nombre de victimes de séminaristes. Le jour même de la publication des statistiques, le pape François a “accepté la démission” du doyen du Collège des cardinaux qui “avait bloqué, pendant des années, le Vatican d'enquêter sur les allégations d'abus sexuels” contre le fondateur de la Légion “même si le Vatican avait preuves documentées datant des années 1940 qu'il était un toxicomane et pédophile”. <https://apnews.com/e23d4e965a0b84cad18bef11d9b5d825>

À la suite d'un “examen récemment terminé des dossiers du personnel”, le diocèse catholique de Charlotte, en Caroline du Nord (États-Unis), a publié une liste de 14 membres du clergé qui ont été “accusés de manière crédible” d'abus sexuels sur des enfants au cours du dernier demi-siècle, a rapporté le *Charlotte Observer*. Aucun des hommes ne fait maintenant partie du ministère. <https://www.charlotteobserver.com/living/religion/article238656603.html>

Changement climatique. Dans une décision qui, selon *Fortune*, “pourrait avoir de vastes ramifications pour les litiges dans le monde entier”, la Cour suprême des Pays-Bas a statué que “le gouvernement néerlandais doit réduire ses émissions d'au moins 25 % d'ici la fin de 2020 par rapport aux niveaux de 1990”. Elle a déclaré qu'elle fondait son jugement “sur la Convention des Nations Unies sur le climat et sur les obligations de l'État en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme”. L'affaire a été

portée par un groupe de citoyens néerlandais “qui voulaient que le gouvernement aille plus vite”. Le gouvernement devra tenir des archives de la réduction des émissions. <https://fortune.com/2019/12/20/climate-change-litigation-human-rights-netherlands/>

La Commission philippine des droits de l'homme a mené “une enquête de près de trois ans pour déterminer si 47 des plus grandes entreprises de combustibles fossiles du monde, connues sous le nom de *Carbon Majors*, pourraient être tenues responsables de la violation des droits de ses citoyens pour les dommages causés par réchauffement climatique”, a rapporté *Climate Liability News*. La réponse donnée par la Commission, fondée sur des “preuves . . . présenté par les climatologues, les experts juridiques, les universitaires et les survivants de catastrophes liées au climat” lors d'audiences à Manille, New York, et Londres, était oui, ils pourraient être tenus “juridiquement responsables.” Le président du Centre non gouvernemental pour le droit international de l'environnement a déclaré que “la reconnaissance par la commission qu'il existe des preuves d'intention criminelle dans le déni et l'obstruction climatiques des entreprises est “particulièrement importante et constitue un développement majeur pour les grandes entreprises de combustibles fossiles.” <https://www.climateliabilitynews.org/2019/12/09/philippines-human-rights-climate-change-2/>

Une étude publiée dans *Nature* par une équipe de scientifiques de la NASA américaine et de l'Agence spatiale européenne “a examiné l'imagerie satellitaire de 1992 à 2018 à partir de 26 ensembles de données indépendants” et a constaté que la couche de glace du Groenland fond à un rythme accéléré, a rapporté *Ecowatch*. “L'étude révèle que l'accélération de la fonte se traduira par une hausse de 3 à 5 pouces du niveau de la mer d'ici 2100”. Le *Guardian* a commenté, “Ce taux signifie que 400 millions de personnes seront sujets à des risques d'inondations chaque année”. Cette étude est conforme à l'étude *Climate Central* publiée en novembre; voir *Nouvelles GTDH*, novembre 2019. <https://www.ecowatch.com/greeland-melting-study-2641570363.html?rebellitem=1#rebellitem1>

Dans l'autre sens, une cour de l'État de New York (États-Unis) a statué pour ExxonMobil dans un procès qui alléguait que “Exxon a induit les investisseurs en erreur en gardant deux ensembles de registres différents, l'un pour les investisseurs et l'autre privé — qui détaillait la façon dont la société rendait compte des coûts de la réglementation future sur les changements climatiques qui pourraient affecter les résultats de l'entreprise”, a rapporté *VICE News*. Le tribunal a statué que le procureur n'avait pas prouvé qu'ExxonMobil “avait commis des inexactitudes ou des omissions importantes au sujet de ses pratiques et procédures qui induisaient en erreur tout investisseur raisonnable”. Cette décision a été en dépit de “recherche interne d'Exxon” qui “a montré que l'entreprise savait dès les années 1970 que la combustion des combustibles fossiles réchauffait la planète.” https://www.vice.com/en_us/article/bvgg8v/exxon-just-won-that-big-climate-change-lawsuit-in-new-york

Une ONG américaine *Government Accountability and Oversight* (GAO) affirme que les poursuites alléguant que les grandes entreprises de combustibles fossiles induisent les investisseurs et les consommateurs en erreur sur les risques de la pollution par le carbone, y compris “ExxonMobil, Shell Oil et Chevron, parmi d'autres sociétés, représentent une forme de gouvernement et que les procureurs sont en collusion avec les groupes d'intérêts activistes d'une manière contraire à l'éthique”, a rapporté *The Intercept*. Le dépôt de bilan de Murray Energy dans l'État américain de l'Ohio a révélé que le GAO avait reçu des fonds de Murray, “la plus grande société privée d'extraction de charbon aux États-Unis” et que Murray avait fait un don à des groupes de réflexion “axés sur la remise en question du lien entre l'activité humaine et le réchauffement climatique”, y compris l'Institut *Heartland*, l'Institut *Cato*, *Freedom Works* et *Judicial Watch*. https://theintercept.com/2019/12/17/murray-energy-bankruptcy-climate-change/?utm_source=The+Intercept+Newsletter&utm_campaign=0277d72712-EMAIL_CAMPAIGN_2019_12_21&utm_medium=email&utm_term=0_e00a5122d3-0277d72712-134379393

Reuters a fait état d'informations provenant de journaux de navires du XIXe siècle qui sont transcrits par des bénévoles et utilisées pour compléter un “énorme ensemble de données à la *National Oceanic and Atmospheric Administration* des États-Unis” pour créer “une reconstruction complexe, à haute résolution, en quatre dimensions du climat mondial qui estime ce que le temps était pour chaque jour de retour à 1836”. <https://www.reuters.com/article/us-climate-change-ice-shiplogs-specialre/special-report-icebound-the-climate-change-secrets-of-19th-century-ships-logbooks-idUSKBN1YF1Q7>

Libertés. CIVICUS est une ONG dont le siège est en Afrique du Sud. Sa publication, *CIVICUS Monitor*, “est un outil de recherche qui fournit des données proches du temps réel sur l'état de la société civile et

des libertés civiques dans 196 pays. Les données sont générées grâce à une collaboration avec plus de 20 partenaires de recherche de la société civile et grâce à la contribution d'un certain nombre d'évaluations indépendantes des droits de l'homme". Dans un nouveau rapport, CIVICUS a déclaré que ses données montrent que "les libertés fondamentales d'association, de réunion pacifique et d'expression reculent dans le monde entier. En l'espace d'un an, deux fois plus de personnes vivent dans des pays où ces libertés civiques sont violées". <https://monitor.civicus.org/PeoplePowerUnderAttack2019/>

Le Comité pour la protection des journalistes a publié son enquête mondiale annuelle. Elle a trouvé "au moins" 250 journalistes en prison en rapport avec leur travail, contre 273 en 2016. La Chine a emprisonné le plus grand nombre de journalistes, soit 48 en 2019, soit un de plus qu'en 2018; la Turquie est deuxième avec 47. Étonnamment, "plus de la moitié des personnes emprisonnées étaient des journalistes qui publiaient en ligne". Le recensement des prisons ne compte que "les journalistes détenus par le gouvernement et non ceux qui ont disparu ou qui sont retenus captifs par des acteurs non étatiques". <https://cpj.org/reports/2019/12/journalists-jailed-china-turkey-saudi-arabia-egypt.php>

Reporters sans Frontières a présenté son "tour d'horizon mondial des journalistes tués, détenus, détenus en otage ou portés disparus en 2019", y compris des journalistes professionnels et non professionnels et des "travailleurs des médias". Tout au long de l'année, RSF recueille des "informations détaillées qui nous permettent d'affirmer avec certitude ou avec beaucoup de confiance" que la violation était liée au travail. Du 1er janvier au 1er décembre, RSF a enregistré 49 journalistes tués, soit 44 % de moins qu'en 2018, le chiffre le plus bas depuis 2003. Tous ont été tués dans leur propre pays. <https://rsf.org/en/news/rsf-yearly-round-historically-low-number-journalists-killed-2019>

Archives médicales. En juillet, le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé un "partenariat" avec Amazon pour rendre le contenu du *National Health Service* disponible par Alexa, l' "assistant virtuel" d'Amazon." Privacy International et d'autres organisations ont utilisé la loi d'accès à l'information (*Freedom Information Act*) pour obtenir le contrat du gouvernement et les échanges de courriels au sujet de la collaboration avec Amazon. Le contrat a été publié, mais fortement expurgé, ce que Privacy International conteste. Le contrat "semble clairement permettre" à Amazon d'utiliser les "informations fournies sur le site du NHS à de nombreuses fins, y compris la publicité ou le marketing." <https://privacyinternational.org/long-read/3298/alex-what-hidden-behind-your-contract-nhs>

L'Académie nationale américaine des Sciences, de l'Ingénierie et de la Médecine a publié un rapport recommandant que les autorités de réglementation médicale "renforcent la coopération avec les organismes de réglementation d'autres pays pour assurer la qualité, l'innocuité et l'efficacité des médicaments". L'une des principales recommandations est de "promouvoir l'échange d'information entre les AR [administrateurs de réglementation] dans le but de protéger la santé publique, d'assurer un accès plus rapide aux médicaments essentiels et d'encourager l'innovation en médecine et en technologie". Le rapport note que "le développement des drogues est de plus en plus mondial" et que les pays ont des règles qui les rendent "incapables de partager les rapports d'inspection et d'autres informations critiques sur la sécurité les uns avec les autres parce que ces rapports sont fortement expurgés pour protéger les secrets commerciaux et autres informations confidentielles." <https://www.nap.edu/read/25594/chapter/1>

Migration. Arguant que "quantifier les modèles mondiaux de mobilité internationale peut améliorer la gouvernance des migrations", les chercheurs ont utilisé "des données anonymisées et accessibles au public fournies par la plate-forme publicitaire de Facebook" pour estimer le "nombre de migrants du réseau Facebook dans 119 pays de résidence et en deux périodes selon l'âge, le sexe et le pays de résidence antérieure" et ont publié leurs conclusions dans *PLOS One*. Les chercheurs ont comparé leurs estimations avec les statistiques officielles sur les migrations pour janvier-février et août-septembre 2018 et ont constaté que les estimations dérivées de Facebook "capturent avec succès l'augmentation du nombre de migrants vénézuéliens en Colombie et en Espagne" et "peuvent être utilisés à des fins d'analyse des tendances et d'alerte précoce." <https://journals.plos.org/plosone/article/file?id=10.1371/journal.pone.0224134&type=printable>

L'ONG Human Rights First (HRF) a publié un rapport sur "les dangereux retours d'exil" au Mexique de l'Administration Trump. Le rapport est fondé sur les entrevues, les recherches sur le terrain au Mexique et les observations au Mexique ainsi que "l'observation des audiences des tribunaux d'immigration des MPP [protocoles de protection des migrants]". Étant donné que l'Agence des douanes et de la protection

des frontières des États-Unis a rejeté la demande d'accès de HRF aux “tribunaux de tente” de Brownsville et de Laredo, au Texas, les chercheurs ont surveillé les audiences “à distance”. HRF a trouvé “au moins 636 rapports publics de viol, d'enlèvement, de torture et d'autres attaques violentes contre des demandeurs d'asile et des migrants renvoyés au Mexique sous le mPM”, y compris “au moins 138 cas publics d'enlèvement ou de tentative d'enlèvement d'enfants”. Affirmant que le processus de sélection des députés “semble être de plus en plus superficiel et contradictoire” et que le député et les tribunaux de tentes “sont une mascarade de l'application régulière de la loi”, le FRH a recommandé que le Congrès des États-Unis retire les crédits liés au MPP et aux “autres programmes de retour forcé, tiennent des audiences de surveillance et effectue des visites officielles dans les établissements d'immigration, y compris les tribunaux de tentes, pour surveiller les violations massives des droits de la personne causées par le MPP”. (Voir États-Unis ci-dessous pour d'autres articles sur la migration au-dessus de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.) <https://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/HumanRightsFiascoDec19.pdf>

Vie privée. *WIRED* a rapporté que la “société de génomique médico-légale Verogen” a acheté GEDmatch, le site de généalogie avec un algorithme de correspondance relative qui en 2018 a été une source de données qui a identifié le suspect dans un meurtre de 40 ans. Verogen se spécialise dans les services de tests ADN de nouvelle génération qui s'adressent aux forces de l'ordre. Le directeur général de Verogen a déclaré : “Jamais auparavant, en tant que société, nous n'avons eu l'occasion de servir de témoin moléculaire, permettant aux forces de l'ordre de résoudre les crimes violents de manière efficace et avec certitude”. <https://www.wired.com/story/a-dna-firm-that-caters-to-police-just-bought-a-genealogy-site/>

Esclavage. L'Agence pour l'Héritage culturel des Pays-Bas a conduit une “étude pilote” de ses archives dans ses collections au sujet de traces d'esclavage et d'histoire colonial et a publié un rapport sur la façon dont les recherches ont été menées avec une exposition virtuelle de 25 objets.” <https://english.cultureelerfgoed.nl/binaries/cultureelerfgoed-en/documents/publications/2019/01/01/traces-of-slavery-and-colonial-history-in-the-art-collection/Traces+of+Slavery+and+Colonial.pdf>

Torture. Le *New York Times* a publié des dessins du prisonnier Abu Zubaydah détenu à Guantanamo qui montrent en détail comment il fut maltraité et torturé en 2002 dans un site non-officiel de la CIA.” <https://www.nytimes.com/2019/12/04/us/politics/cia-torture-drawings.html>

Seconde Guerre mondiale. À Barletta, en Italie, Francesco Lotoro, un compositeur et pianiste italien a passé 30 ans à collecter la musique jouée par des prisonniers durant l'Holocauste. Dans un reportage, *CBS News* a rapporté que Lotoro “a recueilli et catalogué plus de 8 000 morceaux de musique, y compris des symphonies, des opéras, des chansons folkloriques et des airs tziganes griffonnés sur tout, de l'emballage des aliments aux télégrammes, en passant par les sacs de pommes de terre”. Il est en train de construire un complexe à Barletta où la musique peut être préservée et interprétée. <https://www.cbsnews.com/news/holocaust-prisoners-in-nazi-concentration-camps-made-music-now-being-discovered-and-performed-60-minutes-2019-12-15/>

Le musée d'Auschwitz-Birkenau a annoncé que dès mai 2020, il ajoutera les noms de plus de 42 000 personnes aux 1 200 000 actuels dans son Répertoire numérique qui contient les noms des anciens prisonniers et des gens déportés à Auschwitz. Les nouveaux noms sont tirés des listes de transport des Juifs déportés dans le camp. Il est essentiel d'obtenir du matériel auprès de sources dans de nombreux pays, car avant d'abandonner le camp en janvier 1945, “les autorités SS ordonnèrent la destruction de tous les documents créés pendant l'opération d'Auschwitz. Selon les estimations, plus de 90 % des matériaux sources ont été détruits”. Merci à Elzbieta Mizerska-Dyba pour l'information. <http://auschwitz.org/en/museum/news/destroyed-identities-the-digital-reconstruction-of-auschwitz-birkenau-victims-data.1398.html>

Nouvelles bilatérales and multilatérales.

Arménie/Azerbaïdjan. Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont publié une déclaration commune, reconnaissant la réduction des tensions sur le Haut-Karabakh et appelant “les parties à redoubler d'efforts pour aider les Comité de la Croix-Rouge pour échanger des données sur les personnes disparues.” <https://www.osce.org/minsk-group/441242>

Guerres balkaniques. *BIRN* a lancé et mis à jour la carte des verdicts des crimes de guerre incluant tous les verdicts finaux qui sont disponibles dans 42 cours de justice en Bosnie-Herzégovine, Croatie,

Monténégro, Kosovo et Serbie ainsi que le Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie. https://balkaninsight.com/2019/12/18/bim-launches-updated-map-of-balkan-war-crime-verdicts/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=4d99a2619e-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-4d99a2619e-319725265

Le ministre kosovar par intérim des Affaires étrangères a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il avait remis au Procureur spécial du Kosovo "10 000 pages de documents qui n'ont pas encore été utilisés dans les procès" qui "prouvent la politique génocidaire serbe contre le Kosovo". Il a également allégué que le ministère serbe de l'Intérieur avait "falsifié des documents" qui avaient été remis au "rapporteur du Conseil de l'Europe Dick Marty", dont le rapport "a finalement conduit à la création des Chambres spécialisées du Kosovo, basées à La Haye, ce qui conduira les ex-combattants de l'UCK [Armée de libération du Kosovo] à être jugés pour les crimes commis entre 1998 et 2000". En réponse, le ministre serbe des Affaires étrangères a déclaré qu'il avait "des tonnes de matériel qui montrent qui a expulsé qui du Kosovo et de Metohija" et il était prêt "à les donner aux procureurs des crimes de guerre à La Haye", a rapporté *BIRN*. https://balkaninsight.com/2019/12/18/kosovo-minister-gives-prosecutor-documents-proving-serbian-crimes/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=4d99a2619e-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-4d99a2619e-319725265

El Salvador/Espagne/États-Unis. L'ancien vice-ministre de la Défense du Salvador Innocent Montano et l'ancien lieutenant de l'Armée Rene Yussly Mendoz, accusés de la mort en 1989 de 5 prêtres jésuites espagnols, leurs gardiens et sa fille au Salvador, seront jugés à Madrid en juin et juillet 2020, a rapporté *EFE*. Mendoza avait été extradé des États-Unis en Espagne en 2017. Pour plus d'information, voir *Nouvelles GTDH*, novembre 2017. <https://es-us.noticias.yahoo.com/excoronel-salvadore%C3%B1o-juzgado-esp%C3%B1a-2020-115314667.html>

Géorgie/Allemagne/Russie. Le Procureur général fédéral de l'Allemagne a repris en main à la suite de la police de Berlin l'affaire du meurtre, en août, de Zelimkhan Khangoshvili, en Géorgie. Un homme qui portait un passeport portant le nom de Vadim Sokolov a été arrêté et accusé du meurtre. À l'époque, on soupçonnait qu'il était un tueur à gages russe, mais le gouvernement n'a pas voulu le reconnaître, affirmant qu'il n'avait pas suffisamment de preuves. Selon *Der Spiegel*, "le tournant a eu lieu il y a environ un mois lorsque des fonctionnaires de la police criminelle de l'État de Berlin ont découvert un avis rouge d'Interpol vieux de cinq ans dans les dossiers - une demande de chasse à l'homme de la Russie" pour un homme nommé Vadim Krasikov, soupçonné d'avoir assassiné un homme à Moscou en 2013. La "photo de chasse à l'homme était étonnamment similaire à celle du suspect de meurtre détenu Sokolov. Les experts qui ont vu l'image dis-le est "hautement probable" qu'il s'agit de la même personne. Les comparaisons des photos réalisées par DER SPIEGEL et Bellingcat à l'aide d'un logiciel de reconnaissance faciale et de trois photos différentes de Krasikov et d'une de Solokov ont montré des correspondances de 82 à 90 pour cent." <https://www.spiegel.de/international/world/how-russian-agents-hunt-down-kremlin-opponents-in-europe-a-1300091.html>

Guatemala/États-Unis. En novembre, les États-Unis ont expulsé Alecio Samayoa Cabrera vers son Guatemala natal; il était aux États-Unis depuis plus de 25 ans. "Dès son arrivée au Guatemala, les autorités ont immédiatement arrêté Samayoa, qui fait face à des accusations pour son rôle présumé dans plus de 150 violations des droits de l'homme, y compris la torture, le viol et les exécutions extrajudiciaires, dans le département d'El Quiché au début des années 1980", selon *International Justice Monitor*. "Au plus fort de la guerre civile guatémaltèque au début des années 1980, Samayoa était chef de patrouille civile et commissaire militaire", il a travaillé "en étroite collaboration" avec un autre commissaire militaire, Candido Noriega, qui a été reconnu coupable de meurtres en 1999. "Des documents judiciaires guatémaltèques qui ont mené à la condamnation de Noriega nomment Samayoa aux côtés de son ancien associé comme responsable de 38 meurtres présumés et des dizaines d'enlèvements et autres crimes commis en 1982 et 1983". <https://www.ijmonitor.org/2019/12/after-25-years-in-united-states-guatemalan-accused-of-mass-atrocities-to-face-charges/>

A la veille de la déportation de Samoya et de la déportation prévue de Francisco Cuxum Albarado (*Nouvelles GTDH*, octobre 2012), le *Washington Post* a dit que "plusieurs des plus grands auteurs présumés de la guerre ont trouvé l'impunité pendant des décennies aux États-Unis. Les deux hommes "ont demandé l'asile et il leur a été refusé, mais ils sont restés aux États-Unis illégalement par la suite", ce qui signifie que les records de leur rejet devraient être dans les archives américaines. <https://www.stripes.com/news/americas/as-guatemala-pursues-war-criminals-a-dark-secret-emerges-some-suspects-living-quiet-lives-in-us-1.612713>

Italie/Russie/Ukraine. L'été dernier, Vitaly Markiv, un citoyen italo-ukrainien, a été reconnu coupable par une cour italienne d'aider à la coordination d'un tir d'artillerie en Ukraine qui a tué un photographe de guerre italien. "La plupart des preuves montrant qu'il avait aidé" proviennent de ses outils électroniques, a écrit le *New York Times*. Parmi les preuves "présentées par les procureurs italiens figurant les rapports des publications qui sont généralement considérées comme des débouchés pour la propagande russe telles que 2 vidéos de *Russia Today* et un rapport du site web *Russkava*. En novembre, le gouvernement ukrainien "qui a été mis en cause dans cette affaire et donc responsable des dommages économiques, a fait appel de la décision". Un professeur de droit "expert dans la distorsion numérique de la preuve devant les tribunaux, a déclaré que, plus largement, l'inclusion de matériel trouvé en ligne à partir de sources contestables dans les tribunaux italiens faisait partie d'un scénario troublant et d'un problème plus large." <https://www.365news.com/2019/12/how-russian-propaganda-showed-up-in-an-italian-murder-trial/>

Guerres du Moyen-Orient. Le *Washington Post* a publié un exposé en 6 parties intitulé "Les papiers d'Afghanistan : une histoire secrète de la guerre". Utilisant la loi d'accès à l'information, les reporters ont bataillé pendant 3 ans pour obtenir accès aux 428 entrevues que l'Inspecteur général Spécial pour la Reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR) a conduit, faisant partie du projet des "Leçons apprises". Le *Post* est allé au tribunal et a finalement obtenu les records, bien que "le SIGAR ait expurgé des parties substantielles de bon nombre des documents", ce que le *Post* continue de contester. Les 6 histoires traitent : "comment les fonctionnaires ont déformé 18 ans de revers", "les objectifs peu clairs ont fait échouer la guerre dès le début", "les États-Unis ont gaspillé des milliards sur des efforts de reconstruction", "comment les fonctionnaires américains ont permis aux pots-de-vin et au vol de prospérer", "la création d'une force de sécurité afghane fiable s'est avérée impossible" et "la culture du pavot a explosé malgré les tentatives pour la freiner" <https://www.sott.net/article/425437-The-Afghanistan-Papers-A-secret-history-of-the-war>
<https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/investigations/afghanistan-papers/afghanistan-war-confidential-documents/>

"Médecins pour les droits de l'homme (PHR) a, grâce à une méthodologie rigoureuse qui comprend la recherche en anglais et en arabe open-source et la corroboration des sources sur le terrain, vérifié et la cartographie des attaques contre les établissements médicaux et le personnel médical par toutes les parties au conflit depuis 2011. Début septembre 2019, les combattants avaient infligé 583 attaques sur, au moins, 350 établissements médicaux". Un nouveau rapport décrit les entretiens de PHR entre juin et août 2019 avec 21 travailleurs de la santé syriens, 2 femmes et 19 hommes, anciens détenus. "L'étude révèle que la majorité des travailleurs de la santé qui étaient auparavant détenus ... ont été arrêtés par les forces gouvernementales syriennes en raison notamment de leur statut de fournisseurs de soins et de leur implication réelle ou supposée dans la prestation de services de santé aux membres de l'opposition et aux sympathisants". PHR a déclaré que "le gouvernement syrien a violé les lois nationales et internationales ainsi que l'éthique médicale de base et l'obligation de prendre soin des malades et des blessés sans discrimination en toutes circonstances." https://phr.org/our-work/resources/my-only-crime-was-that-i-was-a-doctor/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=65ed1544c9-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-65ed1544c9-90540617

Le *New York Times* a utilisé "des enregistrements de cockpit pour montrer . . . comment les pilotes russes ont attaqué des civils en Syrie cet été, tuant des dizaines de personnes". Au cœur de l'enquête se trouvaient des "enregistrements interceptés de pilotes et de contrôleurs aériens russes" qu'elle a combinés à "des vidéos de témoins, des données photographiques et des observations d'avions de guerre". Les enquêteurs ont "obtenu des mois de carnets de vol enregistrés par un réseau d'observateurs" qui pendant des années ont enregistré des "observations d'avions de chasse" et écouté "les communications radio ouvertes entre les pilotes et les contrôleurs de la circulation aérienne" <https://www.youtube.com/watch?v=BoepUsTgikI>

Pologne/Russie. Chaque année, le 30 octobre, une délégation polonaise va à Tver, en Russie, pour déposer des fleurs devant l'ancien bâtiment du KGB où, selon des documents déterrés par des historiens et des témoins oculaires, en 1940, plusieurs milliers d'officiers de police polonais ont été tués par le gouvernement stalinien. En 1991, deux plaques métalliques furent fixées à la façade du bâtiment, avec les inscriptions commémorant ceux qui sont morts dans les sous-sols. Cependant, avant les cérémonies de cette année, les autorités ont ordonné l'enlèvement des plaques, selon *Radio Free Europe/Radio Liberty*. Le procureur local a justifié l'enlèvement, écrivant que des documents cruciaux liés à l'origine des plaques

manquent aux archives et leurs inscriptions ne sont pas fondées sur des faits documentés.”
<https://www.rferl.org/a/russia-katyn-massacre-rewriting-history-removal-plates/30338487.html?fbclid=IwAR2znXOLTB9ubZ8ybMoiDHG7z-iDTzRnR5T5UJ026hzZJo7cPPfhgKZ3jeo>

Russie/Ukraine. En 2017, les autorités russes ont arrêté 5 membres du mouvement national Tatar de Crimée, et l'un deux, une femme âgée de 83 ans, Vedzhie Kashka, est décédée lors de son arrestation. L'ONG Droits de l'Homme en Ukraine a rapporté que l'avocat des enfants de Kashka a essayé d'obtenir accès à l'information au sujet des événements qui ont mené à sa mort et après être allé devant la cour, il a finalement obtenu les records médico-légaux. Il les a envoyés à des experts médico-légaux indépendants de Russie et d'Espagne,” avec une “explication concernant les personnes impliquées dans ce cas et des protocoles d'activités d'enquêtes.” Les experts ont maintenant rapporté, donnant “un compte-rendu détaillé des actions spécifiques qui se sont avérées fatales” et concluant “qu'il y avait un lien direct de cause à effet entre les actions des agents d'application de la loi qui ont effectué l'arrestation” et sa mort. L'avocat fait appel du refus du procureur russe d'ouvrir une procédure pénale sur la mort de Vedzhie Kashka.
http://khpg.org/en/index.php?id=1576280493&fbclid=IwAR2AaTvfbXawQT7bdW_vHqppYuaa314pigTtsG1gq2BiJ-CmDxSe7rhUZJE

Nouvelles Nationales.

Bosnie. Le Procureur “a déposé seulement 8 actes d'accusation contre 23 individus pour des actes de corruption cette année, tandis que la Cour d'État . . . a prononcé 6 verdicts de corruption, dont 5 condamnations à la suite d'accords d'admission à la culpabilité, selon les données recueillies par l'émission *BIRN BiH*”. Deux des verdicts de corruption de l'État “faisaient référence à un abus de position et d'autorité, ainsi qu'à la falsification d'un document officiel par des employés de l'État”. Le Rapporteur européen pour l'état de la justice a présenté son “rapport d'experts sur les questions d'État de droit en Bosnie-Herzégovine” aux responsables de l'Union européenne et de la Bosnie, qui ont déclaré qu'il y avait des “reculs inquiétants” concernant l'État de droit. L'une de ses conclusions était “que la coopération et l'échange d'informations entre les organismes sont inégaux et généralement insatisfaisants”. Un fait étonnant dans le rapport: “Le pouvoir judiciaire civil est surchargé par un arriéré insoutenable de plus de 1,9 million de cas liés à des factures de services publics impayées”.
https://balkaninsight.com/2019/12/09/bosnia-courts-avoid-prosecuting-big-fish-for-corruption/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=ea0073fd1d-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-ea0073fd1d-319725265; <https://europeanwesternbalkans.com/2019/12/09/expert-report-on-bih-points-to-concerning-rule-of-law-deficiencies/>

Brésil. Les données préliminaires publiées par l'Agence nationale de recherche spatiale IMPE ont montré que la déforestation de l'Amazone “a atteint son plus haut niveau pour le mois de novembre depuis le début de la tenue des records en 2015”, a rapporté *teleSUR*. Les données “ont été recueillies par le biais de la base de données DETER, un système qui publie des alertes sur les incendies et d'autres types de développements affectant la forêt tropicale.”
<https://www.telesurenglish.net/news/Brazils-Amazon-Deforestation-Rises-Over-100-Year-Over-Year-20191215-0005.html>

Ecrivain dans *America's Quarterly*, deux membres de l'Institut Ingarape ont déclaré que l'Institut rejoint d'autres chercheurs pour surveiller la violence perpétrée par les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux contre les défenseurs de l'environnement dans l'Amazonie brésilienne.” Ils ont trouvé que le taux de meurtre varie de 66 à 80 défenseurs chaque année entre 2015 et 2018 ; plus de 80% des victimes sont des hommes. “Les peuples autochtones représentent jusqu'à un tiers des victimes documentées, suivies par les personnes sans terre . . . qui généralement n'ont pas d'emploi stable et de propriété foncière.”
https://www.americasquarterly.org/content/new-data-points-staggering-violence-amazon?utm_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm_campaign=8c606331f5-EMAIL_CAMPAIGN_2019_08_17_06_51_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_6a33e16b5d-8c606331f5-26124681

Le *New York Times* a rapporté que “le nombre de personnes officiellement tuées par la police a atteint un sommet en cinq ans l'an dernier, passant à 6 220- soit une moyenne quotidienne de 17 personnes, selon le Forum brésilien de la sécurité publique, qui compile les données gouvernementales”. Cependant, le *Times* a écrit, “même les policiers reconnaissent que les statistiques ne sont qu'une partie du tableau. Il existe une forme parallèle de violence policière, cachée du public et menée par des milices illégales qui tirent leurs rangs des officiers avec peu de patience ou de respect pour l'application régulière de la loi, selon des

entretiens avec des membres de la milice . . à Belem”. <https://www.irishtimes.com/news/world/killing-at-will-in-brazil-s-brazen-police-militias-1.4123728>

Chili. Le 20 décembre, “un jeune citoyen a été écrasé par deux véhicules blindés” conduits par la police militaire. L’épisode a été retransmis en direct à la télévision locale ; les véhicules n’avaient pas de plaques d’immatriculation ou de numéros peints qui pourraient permettre une identification ultérieure”, a rapporté *teleSUR*. Avant l’incident, le Bureau des droits de l’Homme de l’ONU a envoyé une mission au Chili, dont les membres “ont conclu que la police militaire avait violé à de multiples reprises les droits de l’homme en faisant un usage excessif ou non nécessaire de la force”. Entre le 18 Octobre et le 21 Décembre, “au moins 28 000 personnes ont été arrêtées et 1 610 sont toujours en prison.” https://www.telesurenglish.net/news/Chile-TV-Broadcast-Live-When-Two-Armored-Cars-Crushed-Citizen-20191221-0001.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Chine. “La Chine a introduit de nouvelles réglementations obligeant les personnes à avoir leurs visages scannés lorsqu’ils s’enregistrent à de nouveaux services de téléphonie mobile” dans le but de vérifier “les identités de centaines de millions d’utilisateurs d’Internet,” a rapporté *UCA News*. . https://www.eurasiareview.com/03122019-new-phone-owners-in-china-need-to-have-their-faces-scanned/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Chine/Hong Kong. Le *Washington Post* “a créé une base de données des 65 incidents liés à l’usage de la force par la police mi-novembre, dont l’authenticité a été vérifiée par une équipe d’étudiants en droit de l’Université de Hong-Kong”. La base de données inclut des vidéos de reporters, de médias locaux, de journalistes étudiants et d’autres personnes”. Le *Post* a également obtenu “plus de 100 pages de lignes directrices policières et de manuel de formation” sur le recours à la force et a envoyé à la fois des règles et des bases de données à 9 “experts de la police du monde entier”. Les experts ont déclaré qu’ils pensaient que la police de Hong Kong allait à l’encontre de leurs règles dans environ 70% des incidents examinés.” <https://thecrimereport.org/2019/12/27/hong-kong-police-ignore-guidelines-on-use-of-force/>

Équateur. Les personnes d’origine africaine représentent 7,2 % de la population et 40 % d’entre elles vivent dans la pauvreté. A la fin de sa visite, le Groupe de travail des Nations Unies sur les personnes d’ascendance africaine s’est dit “profondément préoccupé par la criminalisation racialisée de la descendance africaine comme stratégie visant à supprimer ou même à éliminer l’opposition aux projets d’extraction” (tels que le forage pétrolier et gazier, l’exploitation minière et carrières). Le Groupe s’est également dit “préoccupé par les informations faisant état de l’impunité et des violations continues des droits de l’homme des travailleurs des plantations et de leurs familles par la société japonaise Furukawa Plataciones CA” qui oblige les travailleurs à “signer des contrats de location pour éviter la signature d’un emploi” comme moyen de nier la relation d’emploi. Parmi les recommandations du Groupe de travail figure celle-ci: “En préparation du recensement de 2020, recueillir, compiler, analyser, diffuser et publier des données statistiques fiables aux niveaux national et local”. <https://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25452&LangID=E>

Finlande. Le Parlement Sami de Finlande a “officiellement accepté le mandat d’une Commission Vérité et Réconciliation . . . chargée d’enquêter sur les atrocités commises contre les populations autochtones du pays”, a rapporté *Yle*. https://yle.fi/uutiset/osasto/news/sami_reconciliation_process_gains_final_approval/11123838

Allemagne. Le Commissaire fédéral pour les archives de la Stasi a déclaré que la Faculté de droit interne de la Stasi à Potsdam a accordé des diplômes pour des sujets qui “étaient des instructions sur la façon d’abuser des droits de l’homme”. Les chercheurs ont examiné les dossiers de l’école et “ont identifié 174 thèses de doctorat, bien qu’elles aient été attribuées à 485 auteurs. Dans un cas, une seule thèse de doctorat a été théoriquement rédigée par 10 étudiants différents”. Le commissaire a déclaré que les diplômés devraient se voir refuser le titre de “juriste diplômé”. Les Archives ont publié des échantillons des travaux de doctorat. <https://www.dw.com/en/the-stasis-in-house-doctorates-should-be-relabeled-says-official/a-51794794>

Après que le *Welt am Sonntag* a écrit qu’Holger Friedrich, le propriétaire du *Berliner Zeitung*, était un informateur de la Stasi, Friedrich a donné accès à la copie de son dossier de la Stasi au *New York Times* et au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*” et “a fait écrire un rapport officiel sur ses archives par l’ancien responsable des Archives de la Stasi et par un historien. ” Le rapport est maintenant public. www.nytimes.com/2019/12/15/world/europe/berliner-zeitung-stasi.html

Guatemala. Une cour a inculpé un général de l'Armée en retraite Luis Enrique Mendoza Garcia, le 3^e dans la hiérarchie de l'armée en 1982-1983, pour génocide et crimes contre l'humanité contre la population Maya Ixil, selon *International Justice Monitor*. “ L'accusation allègue qu'il est responsable de l'autorisation et de la mise en œuvre du Plan Victoria 82, qui a décrit une stratégie visant à intensifier les opérations de l'armée contre les populations civiles afin de détruire les unités de guérilla et leurs bases putatives de soutien social”. L'accusation a déclaré qu'elle présentera comme preuve “408 certificats de décès des personnes tuées à la suite de ces actions militaires . . . ainsi que des preuves médico-légales des massacres et des documents militaires officiels.” <https://www.ijmonitor.org/2019/12/another-senior-military-official-indicted-on-genocide-charges-in-guatemala/>

Inde. La Loi sur la citoyenneté (Modification) est entrée en vigueur le 12 décembre; le 13 décembre, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié une déclaration dans laquelle il disait : “Nous sommes préoccupés par le fait que la nouvelle loi de 2019 sur la citoyenneté (amendement) de l'Inde est fondamentalement discriminatoire. La législation modifiée vise à accélérer la citoyenneté pour les minorités religieuses, ne nommant spécifiquement que les hindous, les sikhs, les bouddhistes, les Jaïns, les Parsis et les chrétiens, fuyant la persécution en Afghanistan, au Bangladesh et au Pakistan, qui ont résidé avant 2014. Mais elle n'étend pas la même protection aux Musulmans, y compris aux groupes minoritaires”. Le 16 décembre, *South Asia Intelligence Review* a signalé que “tous les 7 États du nord-est de l'Inde ont été témoins de manifestations généralisées” et que des données partielles ont montré qu' “au moins 18 incidents violents” se sont produits, faisant 5 morts et 144 blessés. <https://satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-18-No-25;>
<https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25425&LangID=E;>

Lors d'un rallye tenu par le Premier Ministre Narendra Modi, la police à Delhi a utilisé un logiciel de reconnaissance faciale pour examiner la foule ... une première en Inde – suscitant des inquiétudes au sujet de la vie privée et de la surveillance de masse parmi les manifestations nationales” contre la nouvelle loi sur la citoyenneté, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. <http://news.trust.org/item/20191230104851-3u9i7/>

Indonésie. Le *New York Times* a rapporté que l'on a donné aux enseignants étrangers des “examens psychologiques” pour se conformer à “un règlement gouvernemental de 2015 qui interdit aux écoles internationales d'embaucher des enseignants étrangers qui ont une indication de comportement sexuel ou d'orientation anormal”. L'Agence de protection de l'enfance dans la Régence de Bekasi a déclaré qu' “elle a utilisé les records de police pour identifier 4 000 personnes qui souffrent de la ‘maladie’ d'être lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres”. Un porte-parole du procureur général a déclaré aux journalistes, “Nous voulons juste les normaux. On ne veut pas d'impairs”. <https://www.sbs.com.au/news/a-test-for-foreign-teachers-in-indonesia-are-you-gay>

Monténégro. Le Parlement a adopté une loi disant que pour conserver leurs biens, les communautés religieuses devraient produire des preuves de la propriété de leurs biens avant 1918”, a rapporté *PanARMENIAN*. Les preuves documentaires qui seraient acceptées n'étaient pas claires. https://www.eurasiareview.com/28122019-montenegro-moves-to-strip-church-of-property/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Pays-Bas. Le Conseil d'État a statué que le Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, organe d'État responsable des Archives nationales, devait se prononcer sur l'accès anticipé aux records dans les Archives pour la Juridiction Criminelle Spéciale (CABR) à la suite d'une demande par la Fondation pour la Recherche des Crimes de Guerre afin d'obtenir des informations sur les gardes dans les camps de concentration néerlandais de la Seconde Guerre mondiale (Vught et Amersfoort) qui étaient encore en vie. Le 21 juillet 2016, le refus des Archives nationales d'accorder l'accès a été négligent et insuffisamment étayé, a conclu le juge. CABR contient les dossiers de 300 000 Néerlandais accusés de collaboration, de trahison, d'appartenance au parti nazi ou de combats avec l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Lorsque le CABR a été transféré aux Archives nationales, le ministre de la Justice a déterminé que l'accès aux dossiers serait restreint jusqu'au 1er janvier 2025. Merci à Antoon DeBaets pour l'information. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles GTDH*, mai 2016. [Minister van OCW moet oordelen over openbaarheid oorlogsarchieven](#)” *NRC Handelsblad* (24 Décembre 2019); Conseil d'État, [Jugement](#) (24 Décembre 2019)

Nicaragua. La Commission des Droits de l'Homme a déclaré avoir reçu de Janvier à Novembre 2019,

2 529 plaintes pour violations des droits de l'homme parrainées par l'État, a rapporté le *Havana Times*. <https://havanatimes.org/features/nicaragua-hr-defenders-and-feminists-demand-justice-not-impunity/>

Nigéria. L'État Islamique a publié une vidéo sur sa chaîne d'information en ligne Telegram prétendant montrer la mort de 11 hommes chrétiens au Nigeria, en disant que cela faisait partie d'une campagne visant à venger la mort de son chef Abu Bakr al-Baghdadi et son porte-parole. Reuters a rapporté que les images avaient des légendes arabes, mais pas d'audio. <https://af.reuters.com/article/commoditiesNews/idAFL8N2911QQ>

Pakistan. Junaid Hafeez, chargé de cours à l'Université Bahauddin Zakariya de Multan, a été condamné à mort pour avoir “tenu des propos blasphématoires pendant les conférences et sur son compte Facebook”. Trois Rapporteurs spéciaux de l'ONU et les membres du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire ont “condamné” la condamnation à mort, qualifiant cette décision de “parodie de justice”. Ils ont souligné que l'accusation n'avait pas fourni de preuves convaincantes et que “certaines preuves documentaires soumises au tribunal n'ont jamais fait l'objet d'un examen médico-légal indépendant malgré les allégations selon lesquelles elles avaient été fabriquées”. https://www.eurasiareview.com/28122019-pakistan-blasphemy-death-sentence-travesty-of-justice-say-un-experts/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Papouasie-Nouvelle Guinée/Bougainville. Le 11 décembre, les résidents de Bougainville, un chapelet d'îles et d'atolls à presque 600 miles à l'est de la Papouasie-Nouvelle Guinée ont “massivement voté pour rompre avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée et former leur propre nation”, a signalé *National Public Radio*. Les négociations de sortie commenceront maintenant, de même que le processus de création d'institutions entièrement indépendantes, y compris des archives nationales. https://www.eurasiareview.com/14122019-a-mined-history-the-bougainville-referendum-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29; <https://www.krwg.org/post/trying-form-worlds-newest-country-bougainville-has-road-ahead>

Roumanie. *BIRN* a rendu compte des “archives formidables que la police secrète communiste roumaine a produites” entre 1948 et 1989. Les archives sont désormais contrôlées par le Conseil pour l'étude des Archives de la Securitate”, qui “reçoit progressivement les dossiers précédemment détenus sous la garde des services secrets et s'assure qu'ils sont mis à la disposition de ceux qui ont été espionnés par la Securitate mais aussi aux professionnels et aux membres du public qui manifestent un intérêt légitime.” <https://balkaninsight.com/2019/12/25/keys-mikes-spies-how-the-securitate-stole-romanians-privacy/>

Russie. La police a perquisitionné le bureau de la Fondation anticorruption du leader de l'opposition Alexeï Navalny après l'avoir traîné hors de son bureau. “Dans les instants qui ont précédé sa brève détention, Navalny a diffusé en direct le raid alors que la police utilisait des outils électriques pour voir à travers la porte”, a rapporté le *Washington Post*. La “raison officielle” de ce raid (il y a eu de multiples descentes dans son bureau cette année) était le “refus de la Fondation de retirer un documentaire de YouTube de 2017 qui enquêtait sur des allégations de corruption impliquant le Premier ministre Dmitri Medvedev”. La police a également perquisitionné l'appartement d'une journaliste de *Novaïa Gazeta*, le plus grand journal d'opposition russe, et l'a arrêtée; le Comité d'enquête, “un organisme fédéral qui fonctionne comme l'agence officielle de lutte contre la corruption du pays, a annoncé plus tard que [son] appartement a été perquisitionné dans le cadre d'une affaire pénale contre une société militaire privée. Elle a déclaré que les autorités croyaient qu'elle pourrait avoir des documents confirmant la culpabilité de l'entreprise. La journaliste “a été libéré après un interrogatoire.” <https://www.msn.com/en-us/news/world/raids-and-conspiration-russian-authorities-crack-down-on-kremlin-critics/ar-BBYnaDk>

Afrique du Sud. Il y a presque 100 ans, l'école de médecine de l'Université de Cap Town a reçu le squelette de 9 personnes autochtones San et Kone. En 2017, les restes ont été découverts durant un audit de la collection de squelettes de l'Université. “Les archives disponibles” fournissaient les premiers noms de 7 des individus et les prénoms de deux d'entre eux: Abraham et Stuurman, dont les descendants vivent toujours dans les environs”. Les chercheurs de l'Université ont trouvé des membres des familles en 2018 et les familles ont demandé autant d'information possible sur les personnes décédées.” L'Université a créé une équipe interdisciplinaire de recherche avec les familles et les membres de la communauté, et en Novembre l'équipe a produit un rapport. L'inhumation aura lieu en 2020. <https://www.sapiens.org/archaeology/south-africa-repatriation/>; <https://www.news.uct.ac.za/article/-/2019-11-05-sutherland-project-will-shape-historic-reburials-policy>

Taiwan. “Des dossiers récemment déclassifiés du Bureau de la sécurité nationale ont montré que l'ancien régime du Parti nationaliste chinois (KMT) surveillait de près *Formosa Magazine*” qui organisait une manifestation en faveur de la démocratie le 10 décembre 1979, qui a tourné à la violence. “Les autorités du KMT ont utilisé l'incident comme excuse pour arrêter pratiquement tous les dirigeants bien connus de l'opposition.” <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2019/12/08/2003727185>

Tanzanie. Le gouvernement s'est retiré de l'article 34(6) du Protocole de la Cour africaine, révoquant ainsi le droit de ses citoyens et organisations non gouvernementales de porter plainte directement auprès de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme. <https://ijrcenter.org/2019/12/05/as-african-court-releases-new-judgments-tanzania-withdraws-individual-access/>

Royaume-Uni. En réponse à la requête liée à la loi d'accès à l'information par la BBC, les Archives Nationales ont dit que le Ministère de l'Intérieur “a demandé la fermeture prolongée de 668 dossiers en novembre” et “ces dossiers ont été temporairement renvoyés au ministère de l'Intérieur”. Le ministère de l'Intérieur a déclaré que le Coroner de Surrey va “rouvrir l'enquête sur les attentats à la bombe de Guildford 1974” et les dossiers pertinents sont parmi ceux que le ministère de l'Intérieur a rappelé. Ils comprennent des dossiers d’“une enquête controversée de cinq ans par le juge à la retraite Sir John May qui a eu lieu entre 1989 et 1994 dans le cadre des condamnations injustifiées de la Guildford Four et Maguire Seven - une affaire qui est devenue l'une des plus grandes erreurs judiciaires de Grande-Bretagne”. <https://www.bbc.com/news/uk-england-surrey-50949061>

Royaume-Uni/Irlande du Nord. Les archives “nouvellement ouvertes par le Bureau des archives publiques d'Irlande du Nord” comprennent des dossiers concernant la période de violence “The Troubles” qui fournissent “de nouveaux détails sur les personnes tuées entre 1978 et 1994”, a rapporté *l'Associated Press*”. <https://globalnews.ca/news/6346631/ira-archives-killed-informers/>

États-Unis. Une nouvelle étude par l'Institut National des Normes et de la Technologie a trouvé des “preuves empiriques” selon lesquelles la plupart des algorithmes actuels de reconnaissance faciale “présentent des différences démographiques”, c'est-à-dire “la capacité d'un algorithme à correspondre à deux images d'une même personne varie d'un groupe démographique à l'autre”. Les chercheurs du NIST “ont utilisé quatre collections de photographies contenant 18,27 millions d'images de 8,49 millions de personnes. Tous provenaient de bases de données opérationnelles fournies par le département d'État, le département de la Sécurité intérieure et le FBI. Le *Washington Post* a commenté, “L'étude pourrait fondamentalement secouer l'un des outils d'application de la loi américaine de croissance la plus rapide pour identifier les suspects criminels et les témoins”. Les records fédéraux montrent que depuis 2011, le FBI seul “a enregistré plus de 390 000 recherches de reconnaissance faciale des dossiers de permis de conduire de l'État et d'autres bases de données fédérales et locales”. <https://www.nist.gov/news-events/news/2019/12/nist-study-evaluates-effects-race-age-sex-face-recognition-software>; <https://www.stripes.com/news/us/federal-study-finds-racial-bias-of-many-facial-recognition-systems-1.611851>

Un rapport poignant de *BuzzFeed* est fondé sur une note d'un lanceur d'alertes au département de la Sécurité intérieure en avril 2018 qui a déclaré que les immigrants détenus dans les prisons de l'Immigration et de l'Application des Douanes (ICE) à travers les États-Unis ont “reçu des médicaments incorrects, souffrant de retards dans le traitement des symptômes de sevrage”, se blessant eux-mêmes et subissant des “chirurgies évitables”. Le lanceur d'alertes a allégué que le Corps des services de santé de l'ICE “a systématiquement fourni des soins médicaux et de santé mentale inadéquats et une surveillance inadéquate aux détenus de l'immigration à travers les États-Unis”. *ProPublica* a obtenu une vidéo montrant que “la patrouille frontalière a détenu un adolescent malade dans une cellule de béton sans soins médicaux appropriés et n'a découvert son corps que lorsque son compagnon de cellule a alerté les gardes”. Les autorités fédérales “ont refusé de publier la vidéo et d'autres records de [sa] mort au public ou au Congrès, citant l'enquête interne en cours”, mais *ProPublica* a utilisé les lois sur les records ouverts du Texas pour obtenir “la vidéo de surveillance, les journaux des détenus et les dossiers de santé remis à la police par la patrouille frontalière” de la police de Weslaco, qui a brièvement enquêté sur la mort. <https://www.buzzfeednews.com/article/hamedaleaziz/ice-immigrant-surgeries-deaths-jails-whistleblower-secret>; <https://www.propublica.org/article/inside-the-cell-where-a-sick-16-year-old-boy-died-in-border-patrol-care>

POLITICO a examiné les records rendus publics de 22 décès de détenus par l'ICE entre 2013 et 2018 et a constaté “des logiciels défectueux et des lacunes troublantes dans l'utilisation de la technologie, comme

le défaut de documenter correctement les soins aux patients ou de griffonner des documents dans les marges des formulaires”. Un avocat du *Southern Poverty Law Center*, un organisme non gouvernemental, a déclaré : “Ce que nous voyons dans le monde entier, ce sont des échecs à tenir des dossiers médicaux complets qui sont conformes aux normes professionnelles”. <https://www.politico.com/news/2019/12/01/medical-records-border-immigration-074507?>

Selon les données du Département d’État, l’an dernier “un peu plus de 2 700 demandes de visa d’immigrant ont été rejetées pour des raisons médicales”. Un examen effectué en 2017 par les Services de la Citoyenneté et de l’Immigration (USCIS) a révélé que sa liste d’environ 5 000 médecins qui administrent les examens médicaux d’immigration “incluait des dizaines de médecins ayant des antécédents d’inconduite professionnelle”; l’agence a promis de nettoyer la liste. *ProPublica* et *Univision* ont décidé de vérifier les progrès de l’USCIS. Ils ont “analysé les dossiers disciplinaires des médecins dans les 5 premiers États pour les demandes de carte verte” en utilisant le site web de l’USCIS pour trouver les médecins, puis “cherché le dossier disciplinaire du conseil médical de chaque médecin”. Ils ont constaté que la liste comprend encore “des dizaines de médecins qui prescrivaient de façon inappropriée des substances contrôlées [...] ; certains qui ont violé la vie privée des patients en révélant des dossiers médicaux à des personnes non autorisées; certains qui n’ont pas supervisé les assistants et les techniciens; et d’autres qui ont mal diagnostiqué et documenté des affections médicales”. <https://www.propublica.org/article/despite-audit-doctors-with-checkered-records-can-still-decide-fate-of-green-card-seekers?>

Le Bureau de la responsabilité du gouvernement a examiné l’application de la loi de l’ICE (“ Arrestations, détentions et renvois, et questions liées à certaines populations”) de 2015 à 2018 et a signalé que les arrestations et les expulsions ont augmenté, y compris des migrants âgés, transgenres et handicapés. Cependant, “les données sur les parents détenus ou les tuteurs légaux de citoyens américains ou de mineurs résidents permanents ne sont pas recueillies dans un format facilement disponible, donc nous ne pouvions pas les signaler. Nous recommandons à ICE de collecter et de rendre ces données facilement accessibles, comme l’exige la politique de l’ICE”. Un point surprenant dans le rapport: “Les fonctionnaires américains ont emprisonné environ 2 100 femmes enceintes pour des violations de l’immigration en 2018 . . . depuis l’arrivée au pouvoir du président Trump, soit une augmentation de 52 %.” <https://www.gao.gov/products/GAO-20-36>

Les courriels envoyés par les fonctionnaires de l’ICE qui ont été divulgués dans les documents judiciaires montrent “comment l’ICE a utilisé les médias sociaux et l’information glanée par les courtiers de données à but lucratif pour traquer et arrêter un immigrant en Californie du Sud”, a rapporté *The Intercept*. L’homme avait été expulsé, mais était par la suite illégalement retourné aux États-Unis “ICE a utilisé la base de données controversée de Thomson Reuters CLEAR, partie d’une industrie croissante de courtiers en données commerciales qui passent des contrats avec des organismes gouvernementaux, essentiellement pour contourner les obstacles qui pourrait empêcher le gouvernement de recueillir certains types d’informations”. Cela a permis au Système d’analyse des données du Centre national d’analyse criminelle et de ciblage de l’ICE de tirer “des données d’autres organismes fédéraux, ainsi que de courtiers en données commerciales, pour faire correspondre les noms des personnes expulsées aux immatriculations récentes de voitures, aux factures de services publics et adresses postales, entre autres dossiers”. <https://theintercept.com/2019/12/22/ice-social-media-surveillance/>

Note: Nouvelles américaines supplémentaires se trouve dans un supplément à ce numéro, en anglais seulement, à www.trudypeterson.com.

Conférences, publications. La 14e édition annuelle de la Conférence de l’Institut Sedona “Découverte, données privées et Sécurité” aura lieu du 5 au 6 mars à St. Louis, Missouri, États-Unis. Pour vous inscrire, voir [la page du programme ici](#).

Recommandations de lecture: Organisation Mondiale de la Santé: “Santé et rapport d’étude sur le changement climatique” <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/276405/9789241514972-eng.pdf?ua=1>

New York Times: Les reporters qui se fondent sur les données publiques plutôt que sur les personnes comme sources : www.nytimes.com/2019/12/01/business/media/open-source-journalism-bellingcat.html

The New Yorker: “Sang et sol dans l'Inde de Narendra Modi”: www.newyorker.com/magazine/2019/12/09/blood-and-soil-in-narendra-modis-india

New York Times: Des documents personnels montrent comment la Banque Chase Manhattan et son président ont persuadé l'administration Carter d'admettre le Shah d'Iran aux États-Unis en 1979: <https://feedimo.com/story/78461898/Banks-Secret-Campaign-to-Win-Entry-to-U.S.-for-Shah-of-Iran/>

Please share news with us! trudy@trudypeterson.com

Merci de partager les nouvelles avec nous ! trudy@trudypeterson.com

La Section des Archives et Droits de l'Homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des Nouvelles de la SAHR. Pour vous abonner, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Les *Nouvelles* sont publiées sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le faire circuler davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi Dubuisson)